



Département de la santé, des affaires sociales et de la culture
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Aux destinataires
de la procédure de consultation

**Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision
de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)**

A transmettre d'ici au 15 septembre 2019

par courrier postal au Service de l'action sociale, Avenue de la Gare 23, 1950 Sion,
ou par courrier électronique à l'adresse sas@admin.vs.ch

Nom de l'organisme :	Ville de Sion – Affaires sociales
Personne de contact :	M. Yann Roduit – Chef de service
Adresse :	Avenue de la Gare 21 1950 Sion
Téléphone :	027 / 324.14.11
Date :	Septembre 2019



1. Le chapitre sur les **dispositions générales** a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Les améliorations structurelles apportées au texte aux articles 3, 4 et 5, tant sur le fonds que sur la forme, contribuent à clarifier les objectifs et les buts poursuivis.

En revanche, la lettre i de l'article 1 alinéa 2 mérite des précisions sur la notion de transversalité.

En outre, une définition de la notion d'«emploi convenable » à l'article 4 permettrait de clarifier un point essentiel au sens de l'article 33.

2. Le chapitre sur l'**organisation de l'aide sociale** a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non pour l'article 12 let. j

L'article 7 prévoit un rattachement des communes à un CMS régional, ce qui ancre le principe de régionalisation des CMS, nonobstant la mise en œuvre différée.

Le rôle des communes dans cette organisation est précisé, notamment sur la question des responsabilités.

Proposition : Il conviendrait cependant de modifier l'article 7, alinéa 1 lettre c comme suit : *décident de l'octroi de l'aide matérielle et (approuvent : supprimé) des budgets proposés par les centres médico-sociaux.*

Dans la version proposée dans l'avant-projet, cela suppose que les communes ne peuvent qu'approuver les budgets.

Proposition : Pour l'article 8 al. 1 la lettre f devrait se trouver avant la lettre e.

L'article 8 al. 1 let. h AP-LIAS transfère au CMS la compétence de signaler à l'APEA les cas pour lesquels une mesure doit être instaurée. Cette compétence exclusive de signalement implique une délicate responsabilité. Le signalement bilatéral et/ou conjoint, par le CMS et/ou l'autorité communale, permettrait le partage de cette responsabilité et de consolider les signalements. Ceci est la pratique en vigueur actuellement.

L'article 8 alinéa 2 fait référence à un « responsable unique de l'intégration et de l'aide sociale ». Ce point doit être explicité.

L'article 9, l'alinéa 3 let. b prévoit l'attribution des mandats aux CMS par la faîtière. Or, le canton dispose de cette compétence (art. 11 al. 1 let. i).

Proposition : suppression de l'alinéa 3 let. b.

La disposition de l'article 12 al. 1 let. b doit impérativement permettre, en référence également à l'article 11 let. c (gestion électronique des données), la fourniture d'indicateurs sur les profils complets des bénéficiaires d'aide sociale par communes au travers d'un monitoring détaillé et facile d'accès.

L'article 12 let. j indique que le service cantonal en charge de l'action sociale décide des mesures d'insertion. Ce transfert de compétences est justifié afin d'harmoniser les pratiques à l'intérieur du canton. Toutefois, considérant que

- la compétence décisionnelle en matière d'aide sociale appartient en l'état à la commune
- le financement demeure mixte (canton et communes),
- l'appréciation faite par le professionnel du CMS qui met en œuvre la stratégie d'insertion (cf article 8 al. 1 let. f) est déterminante et promeut la responsabilisation du travailleur social,
- la nécessité d'une forte réactivité dans les démarches d'activation,
- un travail de qualité par le canton qui ne dispose pas de ressources qualifiées dédiées nécessiterait des charges supplémentaires (nx postes), à défaut, l'exigence attendue ne pourra être atteinte. De plus, la mise à disposition d'outils d'évaluation des prestations effectuées par les organisateurs devrait être priorisée.

Ces éléments impliquent que la commune, ou par délégation au CMS, puisse (continuer de) décider de la procédure d'octroi des mesures d'insertion.

L'objectif d'harmonisation par le canton peut être atteint au travers des dispositions figurant à l'article 12 alinéa 1 let. a concernant le contrôle de l'application de l'aide sociale qui pourrait être complété par « et des mesures d'insertion ».

Proposition : transfert de l'alinéa 1 lettre j de l'article 12 à l'article 7.

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la **compétence à raison du lieu**. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Cette distinction permet de mieux décliner les compétences et les responsabilités respectives.

4. Le chapitre 4 regroupe les différents **instruments du dispositif d'aide sociale**, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

L'article 18 al.1 AP-LIAS mentionne que les autorités d'aide sociale « peuvent » subordonner l'octroi de l'aide à des objectifs à atteindre par les bénéficiaires, notamment par l'intermédiaire de contrats d'insertion. L'octroi de l'aide sociale est basé sur le principe fondamental de la subsidiarité. Ce principe signifie que l'aide sociale n'intervient que si la personne ne peut subvenir elle-même à ses besoins, et si toutes les autres sources d'aide disponibles ne peuvent être obtenues à temps. Dans ces sources figurent notamment les efforts personnels à fournir et la contre-prestation. Ce qui nécessite que le bénéficiaire doit entreprendre tout ce qui est en son pouvoir pour se sortir d'une situation critique, et présuppose une participation active de sa part visant une insertion sociale et/ou professionnelle. Partant, il est opportun que les autorités d'aide sociale subordonnent l'octroi de l'aide à des objectifs à atteindre.

L'article 18 al. 2 let c AP-LIAS encourage le bénéficiaire de prestations à participer à une activité d'utilité publique ou bénévole. L'exercice de ce type d'activité est fortement utile car elle permet aux personnes concernées d'offrir un peu de leur temps, d'agir favorablement sur leur environnement personnel et leur procure une forme de reconnaissance. L'activité bénévole doit toutefois veiller à ne pas faire concurrence à l'économie « ordinaire », soit de se substituer à des activités rémunérables.

Au même article, la participation à une activité d'utilité publique ou bénévole ne devrait être exigée que si elle va dans le recouvrement de l'autonomie financière ou d'une réinsertion professionnelle. Il convient de le préciser.

La possibilité de faire appel à un médecin-conseil, prévue à l'article 20 alinéa 1, représente une opportunité de bénéficier d'un dispositif supplémentaire attendu de longue date et désormais indispensable en regard des profils de nombreux bénéficiaires de l'aide sociale. Il restera à déterminer les modalités d'activation et à offrir une certaine disponibilité.

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la **prévention sociale** et **l'aide personnelle** (non financière) ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

La prévention s'oppose aux actions de correction ou de réparation. A ce titre elle est précieuse. Des indicateurs, notamment de résultats, permettraient d'accompagner et de juger la pertinence des actions réalisées. Par ailleurs des retours d'expériences, communiqués régulièrement, démontreraient judicieusement leurs efficacités.

6. Êtes-vous favorable au renforcement des **mesures d'insertion socio-professionnelle** et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

Voir l'avis exprimé sur l'article 12 let j AP-LIAS développé à la question 2.

L'article 26 al. 5 AP-LIAS permet l'élargissement des mesures d'insertion à des personnes qui ne sont pas au bénéfice d'une aide matérielle, afin de prévenir une demande d'aide sociale. Ces prestations nécessiteraient d'être subsidiaires par rapport aux allocations qui pourraient être octroyées par des tiers. Cette subsidiarité appellerait à être vérifiée, justifiée et attestée, lors d'une requête éventuelle de prise en charge.

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant **l'aide matérielle**, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

La prise en compte de la successivité, dans les réductions éventuelles de l'aide, est à relever de manière favorable (article 38 al. 2 AP-LIAS).

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de **dessaisissement de fortune** (art. 32) ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Les dispositions prévues en matière de dessaisissement de fortune (art. 32 AP-LIAS) rejoignent les prescriptions en matière de prestations complémentaires à l'AVS, qui sont accordées lorsque les rentes et les autres revenus ne couvrent pas les besoins vitaux.

A l'article 39 al. 1 let. f), le terme « irrespectueux » doit être supprimé car il est sujet à interprétation. Les exigences posées au bénéficiaire dans la loi (Art. 33, 34, 35) en termes de collaboration, d'obligation d'information et de participation au recouvrement de son autonomie sont suffisantes pour pouvoir décider à quel moment et dans quelles conditions une sanction doit être prononcée.

L'article 39 al. 1 let. g) doit être clarifié : « ne s'est pas acquitté des frais pour lesquels un montant a été octroyé ? ».

9. Êtes-vous favorable au maintien du **remboursement de l'aide sociale** à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non *Voir commentaires ci-après*

La question susmentionnée n'est pas claire. Le rapport explicatif accompagnant l'avant-projet, comme le nouvel article remplace la notion de « retour à meilleure fortune » par « conditions si favorables qu'une renonciation au remboursement semblerait inéquitable ».

De manière générale, le remboursement de l'aide sociale doit être conservé en l'état, soit :

- *L'expérience sédunoise, selon divers échanges, confirme que la récupération de dettes sociales ne compromet pas l'effort d'autonomie.*
- *Contrairement à ce qui est mentionné dans le rapport explicatif, les efforts utiles à la récupération ne sont pas disproportionnés. Coût sédunois : Fr. 30'000.- Récupération : plus de Fr. 200'000.-.*
- *L'aide sociale n'étant pas une assurance sociale, de nombreux bénéficiaires se font une fierté de rembourser l'aide.*
- *Dans le contexte difficile du financement des régimes sociaux, on peut s'interroger sur le message, qu'une telle mesure, donnerait aux contribuables.*
- *Enfin, le SPM demande fréquemment l'état de dettes sociales relatives à un ancien bénéficiaire afin d'évaluer son autonomie financière pour un renouvellement de permis. Ce point n'est pas pris considération.*

Il conviendra de déterminer un barème « Revenus/remboursements » dans l'ordonnance future.

Concernant l'article 50 aliné 4, à préciser à quel service.

10. L'avant-projet prévoit un **délai de prescription** de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Pas de remarques, sinon le nécessaire maintien de l'alinéa 6.

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la **protection des données et l'échange d'informations** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Aucune remarque particulière à formuler.

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les **enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Aucune remarque particulière à formuler.

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de **dispositions pénales** cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Aucune remarque particulière à formuler.

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés **aux organisations à caractère social** ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

L'article 77 al. 1 let. a AP-LIAS relève que les organisations peuvent être soutenues financièrement si elles proposent des prestations correspondant à un besoin, qui n'est pas déjà couvert par une autre institution reconnue ou soutenue. Or dans ce domaine, une politique de concurrence contribuerait à stimuler l'esprit d'entreprise, à élargir l'offre et à disposer de plus de choix. Par ailleurs une disposition complémentaire, en relation avec la prise en considération de critères d'assurance-qualité, contribuerait à l'amélioration de la qualité des prestations et des services.

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la **répartition des frais** entre l'Etat et les communes ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

En raison de la migration régulière des personnes en difficultés des petites communes vers les centres urbains, les dépenses des villes en matière d'aide sociale ont considérablement augmenté. La répartition des coûts de l'aide sociale, au sens de la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle, devrait être ré-analysée au regard de ces nouveaux paramètres sociaux et démographiques.

La notion de domicile communal, selon le précepte décidé, impacte fortement les finances des zones urbaines et compromet une certaine forme de solidarité.

16. Autres observations, remarques ou propositions :

*L'article 79 alinéa 3 prévoit que certains frais sont mis à charge exclusive de la commune, soit à la lettre e, les frais qui ne peuvent être récupérés en raison d'un défaut de diligence de la commune, du CMS ou d'un curateur officiel. **Il est inadéquat de mettre uniquement à la charge de la commune des montants versées à tort par d'autres entités, comme le CMS.***

Proposition : reformulation de l'alinéa 3 afin d'impacter la charge financière en fonction de la clef de répartition prévue par la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux, soit canton et communes.

En outre, le même alinéa fait référence au « curateur officiel ». Or, la désignation de cette fonction n'est pas pertinente ou alors il s'agit de tous les types de curateurs soit privés y compris.
